

Sécheresse dans l'Ouest

Où en sont les choses dans la région touchée par la sécheresse? J'ai à mon bureau une lettre que je voudrais faire lire au député qui vient de prendre la parole. Elle m'a été envoyée de l'une des régions la plus durement touchées par la sécheresse dans le sud de la Saskatchewan. On me félicite personnellement, ainsi que le gouvernement, des mesures que nous avons prises.

Voyons en quoi consiste l'assurance-récolte et ce que devrait recevoir un agriculteur de la région la plus sinistrée du sud de la Saskatchewan ou de l'Alberta. Disons qu'un agriculteur était assuré pour \$20 l'acre. Il a touché près de \$80 l'acre pour toute la superficie ensemencée dans la région dévastée par la sécheresse. «Ma foi, le gouvernement n'a rien à voir avec cela», me direz-vous. Je me permets de dire aux députés que le gouvernement a contribué 570 millions de dollars à l'assurance-récolte, 350 millions aux victimes de la sécheresse, outre les 150 millions qui ont été recommandés. Le député quitte la Chambre. C'est le groupe de travail qui a recommandé le versement des 150 millions par le gouvernement.

M. Boudria: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je suis persuadé que le député est bien au fait de la décision éminente que vous avez rendue par le passé, où vous avez décrété maintes fois qu'il est antiréglementaire de signaler la présence ou l'absence de tel ou tel député. Comme vous le savez, tous les députés sont présents à la Chambre en ce moment.

M. McDermid: C'est votre motion. Restez à la Chambre et écoutez.

M. le vice-président: Je n'ai entendu personne signaler la présence ou l'absence d'un député. Le secrétaire parlementaire du premier ministre (M. Gustafson) a la parole.

M. Gustafson: Le ministre de l'Agriculture a immédiatement réagi.

M. Boudria: Est-il présent à la Chambre? Dites-le nous.

M. Gustafson: Nous avons adopté une recommandation en vertu de laquelle une indemnisation de 48 millions de dollars a été versée aux producteurs de bovins et d'ovins et aux autres éleveurs de l'ouest du Canada.

M. McDermid: Il quitte la Chambre encore une fois.

M. Gustafson: Je veux vous dire, monsieur le Président, qu'en matière de recommandations et d'initiatives, le gouvernement actuel n'a pas de leçon à recevoir de son prédécesseur. Le chef du parti auquel le député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) appartient a dit aux agriculteurs de tout le Canada, et non seulement de l'Ouest, de vendre eux-mêmes leurs céréales. Notre premier ministre a déclaré aux agriculteurs canadiens que nous vendrons leurs produits au reste du monde.

Qu'est-il arrivé il y a quelques jours, monsieur le Président? Au sommet de Tokyo, le premier ministre du Canada a donné la première priorité aux besoins urgents de l'agriculture canadienne.

M. Boudria: Le sujet n'était même pas à l'ordre du jour.

M. Gustafson: Le premier ministre a convoqué les premiers ministres en Saskatchewan. Il les a aussi convoqués à Halifax. Et quelle était la première priorité? L'agriculture, monsieur le Président. Ce gouvernement a agi. Je pourrais lire la liste des mesures prises.

M. Foster: Déposez le rapport.

M. Gustafson: On a versé environ 550 millions de dollars aux producteurs de l'Ouest sous forme d'assurance-récolte, 350 millions en aide aux victimes de la sécheresse, 48 millions en aide aux éleveurs de bestiaux et 552 millions en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest pour l'année-récolte 1984-1985.

M. Della Noce: Encore!

M. Gustafson: Vous pouvez dire que c'est l'ancien gouvernement qui a présenté ce projet de loi. Laissez-moi vous dire que le gouvernement actuel venait tout juste d'être élu quand il a présenté une modification prévoyant un paiement anticipé en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Les agriculteurs se réjouissent de l'orientation prise par le gouvernement.

J'ai pris la parole récemment devant une réunion d'agriculteurs à Weyburn, en Saskatchewan. Il y avait là le Syndicat des agriculteurs, l'association pour la survie de l'agriculteur et des gens en difficulté. Nous reconnaissons qu'il y a des problèmes. Je ne vais pas vous dire, monsieur le Président, que tout va pour le mieux dans l'agriculture. Nous le savons. Au gouvernement nous avons fait beaucoup; il reste encore beaucoup à faire, et le gouvernement va s'en charger.

De ce côté-ci de la Chambre il y a une large représentation agricole. Je ne connais pas le chiffre exact. Nous avons peut-être 75 députés représentant des circonscriptions rurales. Je tiens à dire que les séances agricoles, tant en Chambre qu'en comité, comme ce fut le cas avec le programme sécheresse, sont les mieux suivies. Le ministre de l'Agriculture et le premier ministre ont tous les deux écouté les recommandations. Les intérêts des agriculteurs sont défendus à la Chambre, et les mesures sont là pour le prouver.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, je prends la parole pour interrompre ce débat entre deux députés montréalais de l'autre côté.

[Français]

Excusez-moi, le député n'est pas montréalais, il vient du Nouveau-Brunswick, monsieur le Président. Mais en tout cas...

[Traduction]

Je tiens à dire que ce qu'il y a de plus important dans le débat cet après-midi, c'est de demander au gouvernement de publier un rapport établi par le député d'Assiniboia (M. Gustafson). C'est là l'unique question. Le député d'Assiniboia s'est bien gardé de répondre à la question de savoir pourquoi son rapport n'a pas été publié par son grand et estimé chef. Le député d'Assiniboia est un député grégaire, bon enfant, bon parlementaire, qui comprend et connaît très bien l'agriculture.